



Éditorial

Frédéric Boccara

Se libérer du capital pour de nouvelles sécurités émancipatrices

Notre société est durablement prise en étau entre risque sanitaire et crise économique dont la violence va se décupler si rien n'est fait pour changer la logique dominante au service du capital. L'enjeu n'est pas plus ou moins d'État mais quelle intervention publique. Il ne faudrait pas plus d'État... au service du capital, des profits et de la répression, mais **une toute autre intervention – publique et sociale – au service des biens communs et de la sécurisation de la vie de chacune et chacun**, dans ses différents aspects.

Il faut imposer une nouvelle cohérence entre objectifs, moyens financiers et pouvoirs démocratiques, avec une haute ambition pour les objectifs de société, indissociablement sociaux et écologiques. C'est sur l'absence de cette cohérence que se sont fracassées les tentatives de changement politique.

L'épidémie peut connaître d'autres vagues. Tandis que la crise économique, entamée avant le Covid-19 mais dont elle a été à la fois le révélateur et le catalyseur, menace de se déchaîner dans une seconde vague particulièrement meurtrière avec une explosion de chômage et de licenciements, de pauvreté, d'autant plus que beaucoup de «munitions» financières et monétaires ont déjà été épuisées.

Les mois à venir vont être marqués d'un côté par un besoin de limiter la diffusion de l'épidémie, de muscler le système de santé (hôpital, prévention, médecine, recherche, production industrielle) et d'appuyer la recherche médicale, mais aussi tous les services publics (enseignement, transports, etc.). Ils vont être marqués en même temps par une pression de plus en plus intense pour travailler coûte que coûte. Il s'agit avant tout d'une pression pour les profits, d'un chantage patronal plus que d'une pression économique légitime pour produire ce qui est nécessaire, ou sociale pour reprendre une véritable vie sociale.

Les exigences? Muscler le système de santé et tous les services publics, limiter la diffusion de l'épidémie. Combattre les licenciements et baisses de salaires, la pression pour travailler coûte que coûte, dans les conditions dégradées (en risque sanitaire, en télé-travail, en télé-enseignement) avec des inégalités et divisions renforcées entre couches sociales.

1- Face à cela, il faut commencer immédiatement à aller vers un système de «**sécurité d'emploi, de formation et de revenu**», grâce auquel chacun. e pourrait alterner entre travail et non-travail, dans une sécurité de revenu, pour permettre une reprise d'activité maîtrisée, tout en participant au progrès de la production sociale. Il permettrait d'organiser les rotations entre travail et autre activité, avec une sorte de «relais» entre travailleurs, limitant la pandémie sans la pression du manque de revenu. Il permettrait d'organiser aussi, par la formation et de nouveaux investissements matériels et de recherche, le progrès d'une efficacité nouvelle de l'activité économique et la réorientation écologique des productions, si urgente pour certains secteurs (automobile, transport aérien-aéronautique, énergie, etc.), autrement que par des restructurations contre l'emploi et les territoires.

Cela demande une bataille contre les restructurations engagées par Renault, General Electric, Air France et les autres, et une bataille pour donner une tout autre perspective aux dispositifs de chômage partiel. Il ne faut pas renoncer et accompagner ces licenciements par une flexisécurité, ni en se résignant à un revenu d'existence, ni en rebaptisant «salaire à vie» les pré-retraites et autres dispositifs imaginés pour faire passer les suppressions d'emploi. Il faut une autre production. Souplesse, efficacité, sécurité d'emploi et progrès social nécessitent la maîtrise de la création monétaire des banques et de la BCE pour des avances massives et en levier sur les entreprises et leurs profits. Cela doit devenir central dans un projet émancipateur du 21^e siècle.

Cela demande de donner une tout autre perspective aux dispositifs de soutien aux revenus par la création monétaire pour des avances massives de revenu, pour la formation, pour les services publics et pour des investissements de type nouveau. Il faut en même temps mettre en place toute une série de mesures pour agir sur le comportement d'emploi des grandes entreprises (embauches, contrats, salaires, qualifications...) notamment les multinationales, et changer leur gestion. C'est dire l'exigence de transformations radicales. C'est dire l'apport communiste possible à la recherche d'humanité ainsi qu'à une refondation de la gauche et du mouvement de transformation sociale émancipatrice.

2 - Les services publics doivent être le pivot de la sortie de crise, buts et moyens d'un mode de développement écologique et social et d'une nouvelle efficacité. Il faut y embaucher massivement, former, y mettre de tout autres moyens financiers, mais aussi démocratie et transparence. Les services publics de la santé ou de l'enseignement, voire des transports, ou les services publics municipaux et départementaux, sont immédiatement concernés.

3 - Les entreprises. La production industrielle et de services comme ses localisations ne doit plus être pilotée par le taux de profit. La transformation majeure du mode de production nécessaire pour sauver la planète humaine exige de rompre avec la dictature de l'accumulation du capital. Elle exige de s'appuyer d'abord sur les capacités humaines, dont la créativité et les qualifications sont décisives pour relever le défi écologique. C'est une nouvelle conception de l'efficacité économique. L'écologie renforce le défi de révolution économique et sociale (production, circulation des produits, répartition des revenus, consommation). Des mesures radicales d'appropriation publique et sociale des entreprises pour de nouveaux critères de gestion doivent être prises et des moyens de pilotage coordonné doivent être mis en place (nationalisations, pouvoirs nouveaux des travailleurs et habitants, institutions de planification stratégique).

Les services publics profondément démocratisés et débureaucratisés devraient piloter la production industrielle et de services, en commençant par mettre en place un pôle public du médicament (production, recherche, coopérations internationales). La nouvelle efficacité c'est: partage des coûts et dépenses humaines et immatérielles (R&D) au lieu de taux de profit et accumulation matérielle et financière.

4 - La mondialisation. Traversant ces trois enjeux, une véritable coopération internationale est indispensable ainsi que des règles et institutions internationales communes autres que pour la concurrence de guerre économique. C'est viser une **autre mondialisation**, avec pour but la coopération et le développement des biens communs: autre gouvernance mondiale, nouvelles règles de partage des technologies et traités de maîtrise des échanges et investissements internationaux, coopérations internationales non capitalistiques et partage des coûts entre entreprises au lieu du contrôle des entreprises par le capital financier multinational. Cela concerne aussi bien le monde (ONU, FMI, OMC) que la mise en cause des règles actuelles de l'Union

européenne. Les potentiels d'alliance en ce sens sont très importants en Europe, comme dans le monde. Ceci d'autant plus que le monde entier est confronté à des problèmes similaires!

Le fil conducteur de ces transformations, c'est une **nouvelle démocratie sur l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques**. Des comités d'action et de résistance pourraient préfigurer des institutions nouvelles de portée révolutionnaire, des conférences citoyennes depuis les territoires et les régions, à partir des mobilisations populaires, convergeant jusqu'au niveau national, voire au niveau européen et même mondial. À partir d'un état des lieux, ces comités pourraient porter l'exigence de moyens financiers et de pouvoirs pour développer les services publics ou pour des alternatives aux licenciements et pour reconverter les productions. La création monétaire des banques et des banques centrales, telles la BCE ou la Fed, est dans l'œil du cyclone de cette perspective révolutionnaire, elle qui est mobilisée comme jamais, mais qui va être utilisée pour imposer l'austérité et regonfler le capital avant tout! C'est dans cette perspective que doivent être pensées toutes les mesures de financement: quelles avances pour quelles utilisations (emploi, production industrielle et de services, services publics)? Et quel levier fiscal et financier sur les entreprises multinationales? Bien plus que la nécessaire répartition fiscale d'un gâteau pour l'heure bien atrophié par le recul du PIB.

La crise remet en cause la relation entre travail et argent, ainsi que toute la relation de notre société à l'argent. Elle remet en cause les buts de l'activité économique, les relations sociales, la relation entre nos différents temps de vie (professionnelle, sociale, culturelle, familiale...). Elle questionne profondément notre relation à la nature, dont la production et la consommation, et même l'organisation de l'espace, à commencer par l'organisation urbaine et son mode de vie. Elle questionne notre éthique et les hiérarchies entre différents impératifs. Elle questionne les relations entre pays: coopération et partages pour une humanité commune, ou des murs entre les peuples et concurrence déchaînée? Au fond, elle interpelle la société et l'organisation sociale. En cela, elle est une crise de civilisation: celle du capitalisme mondialisé et financiarisé qui tend à réduire chaque individu à un facteur de production marchandisé pour générer du profit, et celle du libéralisme – qu'il soit social ou « néo » – qui, d'une part, cache l'inégalité formidable de moyens et ressources entre des individus prétenus égaux et libres et, d'autre part, a pour boussole la « liberté des marchés » et dépolitise l'enjeu des entreprises et ceux de l'argent.

Ce n'est pas « après la crise » qu'il faut changer. C'est dès maintenant, pour en sortir. Et dans une perspective nouvelle qui s'oppose à la domination du capital, sa logique, ses pouvoirs, son coût. Nous sommes mis au défi de changer profondément, de dépasser ce système. Et c'est en cherchant à accomplir sans attendre cette grande tâche que l'on peut ouvrir une issue positive à cette crise systémique.

C'est dire l'apport communiste possible à la recherche d'humanité commune ainsi qu'à une refondation de la gauche et du mouvement de transformation sociale émancipatrice. ■